

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

Avis 39.154/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 27 septembre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 17 décembre 2003 relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire", a donné le 24 octobre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

#### Observation préalable

Le présent projet d'arrêté tend à exécuter l'article 554, § 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle qui habilite, notamment, le Roi à fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, "l'organisation de financement" des services de médiation agréés par le Ministre de la Justice en application de la même disposition.

Pour ce faire, l'auteur du projet envisage de modifier l'arrêté royal du 17 décembre 2003 relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire et ce, afin :

- d'une part, de rendre applicables aux services de médiation agréés toutes les dispositions de cet arrêté (article 1<sup>er</sup> du projet);
- et, d'autre part, fixer le nombre minimum de dossiers de médiation qu'un service de médiation doit traiter annuellement afin de "pouvoir continuer à bénéficier de subsides" (article 2 du projet).

Les critères d'agrément proprement dits des services de médiation, de même que la procédure d'octroi, de suspension ou de retrait d'un agrément, sont par ailleurs fixés dans un second projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation", au sujet duquel le Conseil d'État a donné, ce même jour, l'avis 39.153/2. L'article 6 de ce second projet d'arrêté établit le lien avec le présent projet puisqu'il précise que des subsides "peuvent" être octroyés par le Ministre de la Justice aux services de médiation agréés, conformément à l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité.

.../...

L'incorporation des services de médiation agréés dans le champ d'application de l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, ne va cependant pas sans poser quelques problèmes de cohérence interne. En effet, à titre d'exemple :

a. Les organismes, visés par l'article 2 de l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, et qui pourront, à l'avenir, bénéficier de subsides pour l'accomplissement de prestations de médiation, sont définis à l'article 1<sup>er</sup>, 3°, du même arrêté comme étant

"(...) des services publics de l'État, des communes, des provinces, des communautés et des régions, des associations sans but lucratif ou des fondations d'utilité publique".

Or, en application de l'article 2 du projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation", les services de médiation doivent, pour pouvoir être agréés, revêtir la forme juridique d'une association sans but lucratif.

Ce n'est qu'en combinant les deux textes, à savoir l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, et le projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation", qu'il est possible de déterminer les conditions dans lesquelles un service de médiation, au sens de l'article 554, § 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle, peut être subsidié. Ce service doit en effet :

- 1° être agréé en application du projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation", ce qui implique que ce service respecte les diverses conditions imposées à cette fin;
- 2° avoir nécessairement la forme juridique d'une association sans but lucratif, alors que l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, s'adresse à toute une série d'organismes;
- 3° et respecter les conditions d'octroi des subsides fixées par l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité.

.../...

Étant donné que l'obtention d'un agrément est une condition essentielle de l'accomplissement de prestations de médiation au sens de l'article 554, § 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle et que cet agrément ne peut être obtenu que si le service remplit les divers critères d'agrément prévus à cet effet, il serait plus logique que les conditions d'octroi des subsides soient déterminées en prenant expressément en considération cette exigence d'agrément.

b. Certaines des conditions d'octroi des subsides fixées par l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, apparaissent comme superflues ou redondantes par rapport aux critères d'agrément fixés par le projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation". Ainsi :

- l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, précise que la première demande d'obtention de subsides doit être accompagnée des "extraits des annexes du Moniteur belge avec la composition du conseil d'administration, les statuts et leurs éventuelles modifications".

Or, l'article 3, § 2, du projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation" dispose que la demande d'agrément doit notamment être accompagnée des "statuts de l'a.s.b.l." et de "la composition actuelle du conseil d'administration";

- en application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, l'organisme doit, pour pouvoir continuer à bénéficier de subsides, "veiller à offrir au personnel une formation appropriée et un encadrement spécialisé".

Or, l'article 2 du projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation" énumère, parmi les critères d'agrément des services de médiation, le fait d'offrir "un encadrement spécialisé" et "des possibilités de formation permanente" au personnel;

- l'article 6 de l'arrêté royal impose à toute institution bénéficiant de subsides de communiquer par écrit dans les trente jours au Ministre de la Justice toute modification de la composition du conseil d'administration ou des statuts , ainsi que la cessation de l'une des activités subsidiées.

Or, l'article 7 du projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation" prévoit une obligation semblable d'information au Ministre de la Justice par lettre recommandée dans les trente jours, mais sans cependant viser une éventuelle modification de la composition du conseil d'administration.

c. D'autres conditions d'octroi des subsides fixées par l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, apparaissent comme contradictoires par rapport aux critères d'agrément fixés par le projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation".

Ainsi, à titre d'exemple, l'article 9 du projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation" dispose que le service de médiation doit transmettre, chaque année et "au plus tard fin mars", un rapport d'activités au Ministre de la Justice, établi selon les critères fixés par celui-ci.

Or, en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, les demandes annuelles de subsides, accompagnées, elles aussi, d'un rapport d'activités portant sur l'année d'activités précédente, doivent être introduites au plus tard "un mois avant l'échéance de l'année d'activités en cours pour lesquels des subsides ont été perçus".

La question se pose dès lors de savoir s'il s'agit bien du même rapport d'activités qui devrait donc être transmis à deux dates différentes. Mais comment ce rapport pourrait-il alors porter sur la même période?

d. En application de l'article 4 de l'arrêté royal du 17 décembre 2003, précité, le Ministre de la Justice "peut octroyer ou refuser les subsides demandés". Comme le Conseil d'État l'a cependant observé dans son avis 39.153/2, donné ce même jour sur le projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation" <sup>1</sup>, un tel pouvoir discrétionnaire ne peut se concevoir à l'égard d'un service qui a été préalablement agréé par le Ministre de la Justice et qui, de ce fait, doit pouvoir bénéficier d'un financement dans les conditions fixées par le Roi en application de l'article 554, § 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle.

Compte tenu des observations qui précèdent, la question se pose de savoir s'il est judicieux d'appliquer à des services qui sont soumis à un mécanisme spécifique d'agrément une procédure d'octroi des subsides essentiellement conçue pour des "organismes" qui ne doivent précisément pas être agréés à cette fin. La cohérence interne de la matière de la médiation serait mieux assurée par l'adoption d'un mécanisme de financement propre aux services de médiation agréés. À défaut d'adoption d'un tel mécanisme spécifique, le texte en projet doit être fondamentalement revu afin de rencontrer les observations qui précèdent.

C'est sous réserve de cette observation préalable que le présent projet d'arrêté est examiné.

### Fondement juridique

#### Préambule

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, il convient de viser l'article 554, § 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle. En effet, la loi du 22 juin 2005 introduisant des dispositions relatives à la médiation dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénale et dans le Code d'instruction criminelle <sup>2</sup> est une loi modificative qui insère notamment cette disposition dans le Code d'instruction criminelle. Le fondement juridique de l'arrêté en projet est donc cet article 554, § 1<sup>er</sup>, et non l'article 7 de la loi du 22 juin 2005, précitée.

---

(1) Voir l'observation 1 sous l'article 6.

(2) Publiée au Moniteur belge le 27 juillet 2005.

2. Il y a lieu de viser au préambule un arrêté qu'un texte modifie ou abroge. Ainsi convient-il de viser les articles 2 et 5 de l'arrêté royal du 17 décembre 2003 relatif à la subvention d'organismes offrant un encadrement spécialisé aux citoyens impliqués dans une procédure judiciaire.

### Dispositif

#### Article 1<sup>er</sup>

Au 4° en projet, il ne convient pas de viser la loi du 22 juin 2005, précitée, qui est une loi modificative, mais bien les articles 3<sup>ter</sup> du Titre préliminaire du Code de procédure pénale et 553, § 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle.

#### Article 2

1. Selon le texte en projet, un service de médiation agréé ne pourrait plus continuer à bénéficier de subsides dès lors que chaque membre de son personnel équivalent temps plein subventionné ne traiterait pas, sur base annuelle, 50 dossiers de médiation au minimum.

Si cette disposition doit être comprise en ce sens qu'un service de médiation agréé qui compterait dix équivalents temps plein subventionnés se verrait priver de tout subside lorsque le service n'a traité durant l'année considérée que 480 dossiers de médiation, la sanction prévue serait manifestement disproportionnée.

2. La question se pose de savoir si l'exigence de traitement d'un certain nombre de dossiers sur base annuelle par membre du personnel équivalent temps plein ne doit pas être prise en compte dans les critères d'agrément énumérés à l'article 2 du projet d'arrêté royal "fixant les critères d'agrément des services de médiation". Est-il, en d'autres termes, concevable qu'un service de médiation puisse rester agréé sans pouvoir, fût-ce en partie, être subsidié?

3. Le texte en projet doit donc être réexaminé à la lumière des observations qui précèdent.

### Article 3

À propos de l'entrée en vigueur du projet d'arrêté à l'examen, il convient de rappeler que l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 22 juin 2005, précitée, dispose que :

"Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Celle-ci a lieu au plus tard le dernier jour du sixième mois qui suit celle de la publication de la présente loi au Moniteur belge"

à savoir le 31 janvier 2006.

À ce jour, le Roi n'a pris aucun arrêté fixant une autre date d'entrée en vigueur de la loi.

L'arrêté d'exécution ne peut donc entrer en vigueur avant l'article 7 de la loi du 22 juin 2005, précitée, qui constitue son fondement, à peine d'être dépourvu, pendant un temps, de fondement légal.

Il s'ensuit qu'à défaut d'un arrêté fixant l'entrée en vigueur de la loi du 22 juin 2005, précitée, l'article 3 n'est admissible que si l'arrêté est publié le 31 janvier 2006.

### Article 4 (nouveau)

Tous les arrêtés royaux doivent avoir un exécutoire. Il y a donc lieu d'insérer dans le dispositif un article 4 chargeant le ministre qui a la Justice dans ses attributions de l'exécution de l'arrêté.

-----

La chambre était composée de

|           |              |                                         |
|-----------|--------------|-----------------------------------------|
| Messieurs | Y. KREINS,   | président de chambre,                   |
|           | J. JAUMOTTE, | conseillers d'État,                     |
| Madame    | M. BAGUET,   |                                         |
| Monsieur  | H. BOSLY,    | assesseur de la section de législation, |
| Madame    | B. VIGNERON, | greffier.                               |

Le rapport a été présenté par M. G. SCOHY, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

-----

ADVIES 39.154/2

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 september 2005 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 december 2003 betreffende de subsidiëring van instellingen die voorzien in een gespecialiseerde begeleiding voor burgers die betrokken zijn in een gerechtelijke procedure", heeft op 24 oktober 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

#### Voorafgaande opmerking

Dit ontwerpbesluit strekt tot de tenuitvoerlegging van artikel 554, § 1, van het Wetboek van Strafvordering, waarbij de Koning onder meer gemachtigd wordt om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad "de regeling (vast te stellen) van de financiering" van de bemiddelingsdiensten die met toepassing van dezelfde bepaling erkend zijn door de Minister van Justitie.

Daartoe wil de steller van het ontwerp het koninklijk besluit van 17 december 2003 betreffende de subsidiëring van instellingen die voorzien in een gespecialiseerde begeleiding voor burgers die betrokken zijn in een gerechtelijke procedure zo wijzigen dat :

- enerzijds alle bepalingen van dat besluit van toepassing worden op de erkende bemiddelingsdiensten (artikel 1 van het ontwerp);
- en anderzijds, het minimumaantal bemiddelingsdossiers wordt vastgesteld dat een bemiddelingsdienst jaarlijks moet behandelen om "subsidies te kunnen blijven genieten" (artikel 2 van het ontwerp).

Daarnaast worden de eigenlijke criteria voor de erkenning van de bemiddelingsdiensten, net als de procedure voor de toekenning, de schorsing of de intrekking van een erkenning, vastgesteld in een tweede ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten", waarover de Raad

.../...

van State ook vandaag advies 39.153/2 heeft uitgebracht. In artikel 6 van dit tweede ontwerpbesluit wordt het verband gelegd met het voorliggende ontwerp, aangezien daarin staat dat de Minister van Justitie subsidies "kan" toekennen aan de erkende bemiddelingsdiensten, overeenkomstig het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003.

De erkende bemiddelingsdiensten opnemen in de werkingssfeer van het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003, doet evenwel een aantal problemen rijzen op het stuk van de interne samenhang. Bijvoorbeeld :

a. De instellingen bedoeld in artikel 2 van het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003, die in de toekomst subsidies kunnen genieten voor het leveren van bemiddelingsprestaties, worden in artikel 1, 3°, van hetzelfde besluit gedefinieerd als :

"(...) de openbare diensten van de Staat, de gemeenten, de provincies, de gemeenschappen en gewesten, verenigingen zonder winstoogmerk of stichtingen van openbaar nut".

Overeenkomstig artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten", moeten de bemiddelingsdiensten, om erkend te kunnen worden, evenwel de rechtsvorm hebben van een vereniging zonder winstoogmerk.

Alleen door de twee teksten, namelijk het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003 en het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten", in onderling verband te lezen, kunnen de voorwaarden worden bepaald waaronder een bemiddelingsdienst, in de zin van artikel 554, § 1, van het Wetboek van Strafvordering, gesubsidieerd kan worden. Die dienst moet immers :

1° erkend zijn overeenkomstig het koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten", wat betekent dat deze dienst voldoet aan de verschillende voorwaarden die daartoe worden gesteld;

.../...

- 2° de rechtsvorm hebben van een vereniging zonder winstoogmerk, terwijl het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003 bedoeld is voor een hele reeks instellingen;
- 3° en voldoen aan de voorwaarden voor het toekennen van subsidies, vastgesteld bij het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003.

Aangezien het verkrijgen van een erkenning een noodzakelijke voorwaarde is voor het verrichten van bemiddelingsprestaties in de zin van artikel 554, § 1, van het Wetboek van Strafvordering, en die erkenning alleen verkregen kan worden indien de dienst voldoet aan de verschillende erkenningscriteria die daartoe zijn bepaald, zou het logischer zijn dat bij het vaststellen van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies uitdrukkelijk rekening wordt gehouden met dat erkenningsvereiste.

b. Sommige voorwaarden voor de toekenning van subsidies die vastgesteld zijn bij het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003, lijken overbodig of redundant ten opzichte van de erkenningscriteria bepaald in het koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten". Zo bijvoorbeeld :

- wordt in artikel 3, § 1, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003 bepaald dat bij de eerste aanvraag om subsidies de "uittreksels uit de bijlagen van het Belgisch Staatsblad met de samenstelling van de raad van beheer, de statuten en de eventuele wijzigingen ervan" worden gevoegd.

Artikel 3, § 2, van het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten" bepaalt echter dat bij het verzoek tot erkenning onder meer de "statuten van de v.z.w." en de "actuele samenstelling van de raad van bestuur" moeten worden gevoegd;

- moet de instelling, luidens artikel 5, § 1, 6°, van het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003, om subsidies te kunnen blijven genieten "zorgen voor een aangepaste vorming en een gespecialiseerde ondersteuning van het personeel".

In artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten" worden evenwel bij de criteria

voor de erkenning van de bemiddelingsdiensten het voorzien in "een gespecialiseerde ondersteuning" van het personeel en het bieden van "mogelijkheden aan het personeel tot permanente vorming" vermeld;

- legt artikel 6 van het koninklijk besluit iedere instelling die subsidies geniet op de Minister van Justitie schriftelijk binnen dertig dagen op de hoogte te brengen van iedere wijziging in de samenstelling van de raad van bestuur of van iedere statutenwijziging, alsook van de stopzetting van één van de gesubsidieerde activiteiten.

Artikel 7 van het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten" voorziet evenwel in een soortgelijke informatieplicht, waarbij de Minister van Justitie binnen dertig dagen bij aangetekende brief geïnformeerd moet worden, maar vermeldt daarbij niet een eventuele wijziging in de samenstelling van de raad van bestuur.

c. Andere voorwaarden voor de toekenning van subsidies vastgesteld bij het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003 lijken tegenstrijdig te zijn ten opzichte van de erkenningscriteria bepaald in het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten.

Zo bijvoorbeeld bepaalt artikel 9 van het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten" dat de bemiddelingsdienst jaarlijks en "uiterlijk voor eind maart" een activiteitenrapport moet bezorgen aan de Minister van Justitie, dat opgesteld is volgens de criteria die laatstgenoemde heeft vastgesteld.

Luidens artikel 3, § 1, van het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003 echter moeten de jaarlijkse subsidieaanvragen, waar ook een activiteitenverslag bijgevoegd moet zijn van het voorbije werkingsjaar, uiterlijk "een maand voor het verstrijken van het lopende werkingsjaar waarvoor subsidies zijn ontvangen" worden ingediend.

De vraag rijst bijgevolg of het gaat om hetzelfde activiteitenverslag, dat dus op twee verschillende data overgezonden moet worden. Maar hoe kan dat verslag dan over dezelfde periode gaan ?

d. Luidens artikel 4 van het voornoemde koninklijk besluit van 17 december 2003 kan de Minister van Justitie "de gevraagde subsidies toekennen of weigeren". Zoals de Raad van State evenwel heeft opgemerkt in zijn advies 39.153/2, dat hij vandaag heeft uitgebracht over het ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten" <sup>1</sup>, is zulk een discretionaire bevoegdheid slechts denkbaar ten aanzien van een dienst die van tevoren erkend is door de Minister van Justitie en die daardoor een financiering moet kunnen genieten onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning overeenkomstig artikel 554, § 1, van het Wetboek van Strafvordering.

Gezien de bovenstaande opmerkingen, rijst de vraag of het wel opportuun is een procedure voor de toekenning van subsidies die voornamelijk is uitgewerkt voor "instellingen" die daartoe juist niet moeten worden erkend, toe te passen op diensten waarvoor een specifieke erkenningsregeling geldt. De interne samenhang van de bemiddelingsmaterie zou beter gediend zijn indien een eigen financieringsregeling wordt aangenomen voor de erkende bemiddelingsdiensten. Indien niet zulk een specifieke regeling wordt aangenomen, moet de ontworpen tekst grondig worden herzien zodat tegemoetgekomen wordt aan de bovenstaande opmerkingen.

Het voorliggende ontwerpbesluit wordt onder voorbehoud van deze voorafgaande opmerking onderzocht.

### Rechtsgrond

### Aanhef

1. In het eerste lid moet verwezen worden naar artikel 554, § 1, van het Wetboek van Strafvordering. De wet van 22 juni 2005 tot invoering van bepalingen

---

<sup>(1)</sup> Zie opmerking 1 bij artikel 6.

inzake de bemiddeling in de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering en in het Wetboek van Strafvordering <sup>2</sup> is immers een wijzigingswet, waarbij onder meer die bepaling ingevoegd wordt in het Wetboek van Strafvordering. De rechtsgrond van het ontworpen besluit is dus dat artikel 554, § 1, en niet artikel 7 van de voornoemde wet van 22 juni 2005.

2. Wanneer een tekst een besluit wijzigt of opheft, dient in de aanhef daarvan naar dat besluit te worden verwezen. Zo moeten de artikelen 2 en 5 van het koninklijk besluit van 17 december 2003 betreffende de subsidiëring van instellingen die voorzien in een gespecialiseerde begeleiding voor burgers die betrokken zijn in een gerechtelijke procedure worden vermeld.

#### Dispositief

##### Artikel 1

In het ontworpen onderdeel 4° behoort niet te worden verwezen naar de voornoemde wet van 22 juni 2005, die een wijzigingswet is, maar naar artikel 3ter van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering, en naar artikel 553, § 1, van het Wetboek van Strafvordering.

##### Artikel 2

1. Luidens de ontworpen regeling zou een erkende bemiddelingsdienst geen subsidies meer kunnen krijgen wanneer niet ieder lid van haar gesubsidieerd voltijds equivalent personeel op jaarbasis minstens 50 bemiddelingsdossiers behandelt.

Indien deze bepaling aldus moet worden begrepen dat een erkende bemiddelingsdienst die tien gesubsidieerde voltijds equivalente personeelsleden zou tellen, geen enkele subsidie meer zou krijgen wanneer de dienst tijdens het desbetreffende

---

<sup>(2)</sup> Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 27 juli 2005

jaar slechts 480 bemiddelingsdossiers zou hebben behandeld, zou de straf waarin is voorzien kennelijk overdreven zijn.

2. De vraag rijst of het vereiste inzake de behandeling van een bepaald aantal dossiers op jaarbasis per voltijds equivalent personeelslid niet ook in aanmerking moet worden genomen bij de erkenningscriteria opgesomd in artikel 2 van het koninklijk besluit "tot bepaling van de erkenningscriteria van de bemiddelingsdiensten". Is het met andere woorden denkbaar dat een bemiddelingsdienst erkend kan blijven zonder, al was het gedeeltelijk, gesubsidieerd te kunnen worden ?

3. De ontworpen regeling moet bijgevolg worden nagezien in het licht van de bovenstaande opmerkingen.

### Artikel 3

Wat de inwerkingtreding van het voorliggende ontwerpbesluit betreft, dient erop gewezen te worden dat artikel 9, eerste lid, van de voornoemde wet van 22 juni 2005 het volgende bepaalt :

"De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt, namelijk uiterlijk op de laatste dag van de zesde maand die volgt op die waarin deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt",

dat wil zeggen op 31 januari 2006.

De Koning heeft tot op heden geen besluit uitgevaardigd waarbij een andere datum van inwerkingtreding van de wet wordt bepaald.

Het uitvoeringsbesluit mag bijgevolg niet in werking treden voordat artikel 7 van de voornoemde wet van 22 juni 2005 in werking is getreden, dat daarvan de rechtsgrond is. Zo niet zou het gedurende een bepaalde tijd verstoken zijn van enige rechtsgrond.

.../...

Daaruit volgt dat, bij gebrek aan een besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de voornoemde wet van 22 juni 2005, artikel 3 maar geoorloofd is indien het besluit bekendgemaakt wordt op 31 januari 2006.

Artikel 4 (nieuw)

Alle koninklijke besluiten moeten een uitvoeringsbepaling hebben. In het dispositief moet bijgevolg een artikel 4 worden ingevoegd, waarbij de minister bevoegd voor Justitie belast wordt met de uitvoering van het besluit.

-----

De kamer was samengesteld uit

|          |              |                                     |
|----------|--------------|-------------------------------------|
| de Heren | Y. KREINS,   | kamervoorzitter,                    |
|          | J. JAUMOTTE, | staatsraden,                        |
| Mevrouw  | M. BAGUET,   |                                     |
| de Heer  | H. BOSLY,    | assessor van de afdeling wetgeving, |
| Mevrouw  | B. VIGNERON, | griffier.                           |

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. SCOHY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B.VIGNERON

Y. KREINS